



La démographie d'entreprises à La Réunion

Une création d'entreprises dynamique, moteur des créations d'emplois du secteur marchand

La création d'entreprises - hors micro-entrepreneurs - reste plus dynamique sur l'île qu'ailleurs. En 2017, 5 100 entreprises sont créées. Leur pérennité progresse, surtout pour les sociétés. Ces nouvelles entreprises créent davantage d'emploi dans le secteur marchand que celles déjà existantes : ce sont 1 700 emplois salariés qui ont été créés chaque année à La Réunion entre début 2011 et fin 2015, à la suite du processus de renouvellement du tissu productif où des entreprises se créent et d'autres disparaissent. C'est plus que l'évolution annuelle de l'emploi dans les entreprises déjà existantes (+ 1 000).

Sébastien Seguin, Insee

À La Réunion, 5 100 entreprises ont été créées en 2017, hors micro-entrepreneurs. La création d'entreprises classiques est particulièrement dynamique sur l'île : pour 100 entreprises du secteur marchand en activité en début d'année, 9 ont été créées au cours de l'année 2017, contre 8 dans les régions de province et 7 aux Antilles et en Guyane (figure 1). Toutefois, si la baisse des créations a été enrayée depuis deux ans, le nombre de créations d'entreprises classiques n'est plus aussi élevé qu'à la fin des années 2000.

Plus de créations d'entreprises individuelles qu'ailleurs

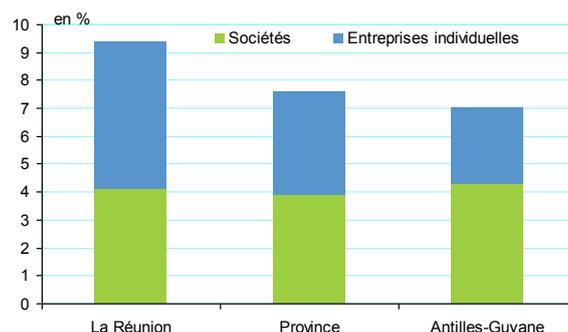
Les créations d'entreprises individuelles sont particulièrement nombreuses, 1,5 fois plus qu'en province et deux fois plus qu'aux Antilles-Guyane : elles expliquent à elles seules le dynamisme de la création d'entreprises de La Réunion. Un taux de chômage plus élevé constitue la principale raison de cet écart avec la province : les personnes sans emploi sont plus nombreuses à vouloir créer leur propre emploi via une entreprise individuelle. Des incitations fiscales spécifiques aux Outre-mer et le rattrapage progressif en matière de développement économique peuvent également expliquer ces créations plus importantes d'entreprises individuelles.

En parallèle, il se crée à La Réunion autant d'entreprises sous le statut de société qu'en province, aux Antilles et en Guyane.

Les créations d'entreprises contribuent plus au renouvellement du tissu productif local que les transferts d'établissements. Ainsi, entre 2014 et 2016, les arrivées et départs d'établissements vers l'île depuis le reste de la France (et inversement) s'équilibrent et sont peu nombreux : moins de 300 dans chaque direction. L'éloignement géographique et l'insularité peuvent expliquer ce faible nombre de transferts d'établissements. Quant aux transferts d'établissements internes à l'île, ils ne concernent que 4 % des établissements une année donnée, contre 6 % en province.

1 Autant de sociétés créées à La Réunion qu'en province

Taux de créations d'entreprises par statut en 2017 (en % du stock en début d'année)



Champ : créations d'entreprises, hors micro-entrepreneurs.
Source : Insee, REE.



Moins de micro-entrepreneurs à La Réunion qu'en province

À La Réunion comme dans les autres DOM, il se crée nettement moins d'entreprises sous le statut de micro-entrepreneurs qu'en province. Le nombre de créations sous ce statut a atteint un sommet en 2010 avec 2 600 créations, soit le tiers de l'ensemble des créations d'entreprises cette année là. Puis il a progressivement diminué et s'élève à 1 100 chaque année depuis 2015, soit moins d'une entreprise créée sur cinq contre deux entreprises sur cinq en province. Parmi les nouvelles entreprises, les sociétés ou entreprises individuelles sont nettement plus pérennes et créatrices de revenus que celles créées sous le statut de micro-entrepreneur, à La Réunion comme ailleurs.

Les nouvelles entreprises résistent mieux

En lien avec une conjoncture économique plus favorable qu'après la crise économique de 2008, la pérennité des nouvelles entreprises réunionnaises s'améliore : cinq ans après leur création, 53 % des entreprises réunionnaises créées au premier semestre 2010 étaient encore en activité, contre 42 % pour celles créées en 2006. Les sociétés sont particulièrement solides, surtout dans les services ou l'industrie : elles survivent deux fois plus que les entreprises individuelles. Elles sont aussi plus solides que les sociétés en métropole (75 % contre 67 %).

À l'inverse, les entreprises individuelles sont nettement plus fragiles qu'en métropole, surtout dans le commerce. Contrairement aux autres secteurs, celui-ci n'a que très peu bénéficié de l'amélioration de la pérennité des entreprises entre 2006 et 2010. Par ailleurs, comme au niveau national, les nouvelles entreprises ont plus de chances de survivre si elles sont créées par un ancien entrepreneur et si elles emploient des salariés dès leur création.

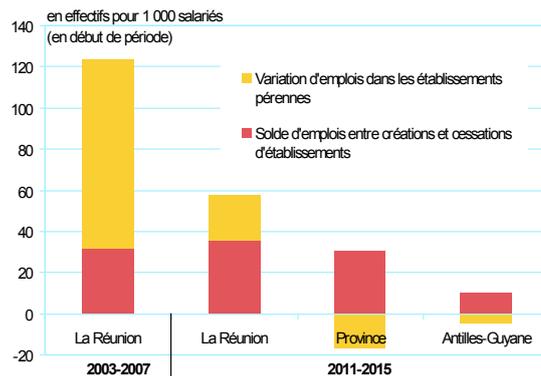
Les entreprises nouvellement créées, moteur des créations d'emplois

Peu d'entreprises emploient des salariés au démarrage de leur activité : en 2014, c'était le cas de seulement 22 % des entreprises réunionnaises ayant six mois d'activité. Pour autant, ces créations d'entreprises et leur capacité à survivre portent la dynamique d'emploi à La Réunion sur la période récente dans le secteur marchand. Chaque année, à l'issue du processus de renouvellement du tissu productif où des entreprises se créent et d'autres disparaissent, 1 700 emplois salariés ont été créés à La Réunion entre 2011 et 2015. Cela représente 35 emplois supplémentaires par an pour 1 000 salariés présents en début de période, soit un volume de créations nettes comparable à celui d'avant la crise économique de 2008 (figure 2).

Du fait de leur développement interne, les entreprises pérennes - en activité en début comme en fin de période - ont généré chaque année 1 000 emplois. Cela représente 22 emplois supplémentaires pour 1 000 salariés présents en début de période sur la même période. C'est néanmoins quatre fois moins élevé qu'entre 2003 et 2007. En province et aux Antilles-Guyane, les entreprises pérennes ont perdu des emplois sur la période récente.

2 À La Réunion, l'emploi augmente aussi dans les entreprises pérennes

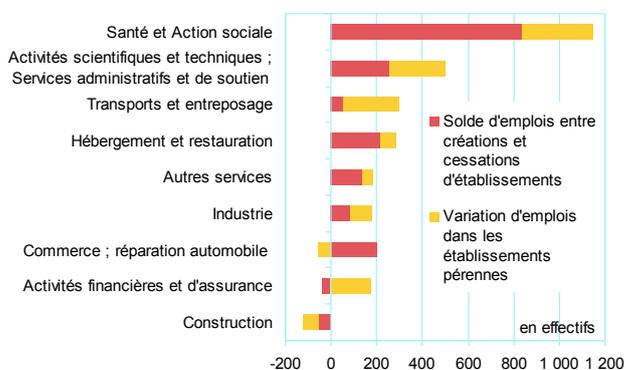
Variation annuelle moyenne de l'emploi salarié marchand selon la période et le territoire



Champ : établissements ayant une activité marchande non agricole, hors micro-entrepreneurs. Source : Insee, REE et Clap.

3 Baisse de l'emploi dans les entreprises pérennes du commerce et de la construction

Variation annuelle moyenne de l'emploi salarié marchand par secteur d'activité entre 2011 et 2015



Champ : établissements ayant une activité marchande non agricole, hors micro-entrepreneurs. Source : Insee, REE et Clap.

À La Réunion, l'emploi a néanmoins diminué au sein des entreprises pérennes des secteurs de la construction et du commerce (figure 3). Les destructions d'emplois liées à des cessations d'activité l'ont par ailleurs emporté sur les créations d'emplois liées à des entreprises nouvelles dans le secteur des activités financières et d'assurance et celui de la construction sur la période récente. Dans les autres secteurs, l'évolution de l'emploi consécutive aux créations et cessations est en revanche positive, en particulier dans le secteur de la santé et de l'action sociale.

Partenariat

Cette étude a été réalisée dans le cadre d'un partenariat entre l'Insee, la Région Réunion et Nexa.

Insee La Réunion-Mayotte
Parc technologique de Saint-Denis
10 rue Demarne - CS 72011
97443 SAINT-DENIS CEDEX 9

Directeur de la publication :
Aurélien Daubaire

Rédaction en chef :
Julie Boé

ISSN : 2275-4334 (version imprimée)
ISSN : 2272-7760 (version en ligne)

© Insee 2018

Pour en savoir plus :

- « Hausse de 3 % des créations d'entreprises - Créations d'entreprises au 4ème trimestre 2017 », *Insee Flash La Réunion* n°119, février 2018 ;
- « Des entreprises individuelles moins pérennes qu'en France, mais des sociétés plus solides - Les entreprises créées en 2010 cinq ans après », *Insee Analyses La Réunion* n°24, août 2017 ;
- « Les créateurs d'entreprises en 2014 - Moins de chômeurs parmi les créateurs », *Insee Flash La Réunion* n°78, novembre 2016 ;
- « Fort renouvellement du tissu productif - Démographie des établissements », *Insee Flash La Réunion* n° 30, mai 2015.



Insee
Mesurer pour comprendre